



HAL
open science

Les élections autonomiques au Pays basque

Pierre Cambot

► **To cite this version:**

| Pierre Cambot. Les élections autonomiques au Pays basque. 2024, pp.9-12. hal-04623241

HAL Id: hal-04623241

<https://univ-pau.hal.science/hal-04623241v1>

Submitted on 25 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections autonomiques au Pays basque : l'inexorable poussée de BILDU

Les élections autonomiques du 21 avril 2024 confirment la tendance amorcée par les élections municipales du 28 mai 2023. *Euskal Herria* BILDU (EH BILDU) progresse de manière significative sur le territoire basque et menace très sérieusement l'hégémonie du parti nationaliste basque (PNV).

Déjà, lors des élections municipales, si le parti nationaliste basque est demeuré le premier parti voté en obtenant 31,69 % des voix, son résultat était, en réalité, très mitigé. Perdant près de cinq points (36,24 % en 2019) et près de 86.000 voix (322.373 contre 408.766 en 2019), le PNV ne conservait plus que 981 conseillers municipaux contre 1 060 en 2019. Ensuite et surtout, BILDU obtint 1 050 conseillers municipaux contre 931 lors des précédentes élections de 2019 pour un total 29,2 % des voix contre 24,79 % en 2019. Preuve de cette tendance, c'est dans chacune des provinces du Pays-basque que BILDU y a progressé par rapport aux résultats de 2019. Le parti indépendantiste écrase le PNV en Guipuzcoa (37,5 % contre 28,58 %), passe devant en Alava (25,33 % contre 24,34 %) et se rapproche en Vizcaye (25,4 % contre 35,67 % en 2023 pour 20,57 % contre 40,64 %). BILDU devient ainsi la première force politique dans 104 communes basques (sur 251) et conquiert notamment Vitoria.

EU BILDU ne souffrit pas même de la présence de 44 candidats sur ses listes condamnés pour leur lien avec l'ETA. Pire encore, 7 d'entre eux avaient été condamnés pour assassinat entre 1978 et 2001. Si ces candidats se retirèrent finalement devant la polémique soulevée à l'échelon national, l'électorat basque, pour sa part, n'en fut pas perturbé. La mémoire des victimes du terrorisme ou de la violence passée n'est pas, il est vrai, une priorité locale et les jeunes sont surtout préoccupés par les questions du logement, de l'emploi ou encore de la sécurité. Or, en recentrant ses propos autour des préoccupations sociales plutôt qu'autour d'un nationalisme indépendantiste radical, EH BILDU est devenu le parti de l'avenir pour une proportion importante de l'électorat le plus jeune face à un PNV taxé de conservatisme. Les enquêtes d'opinion révèlent d'ailleurs que le sentiment nationaliste radical s'estompe (Voir, par exemple, les enquêtes du *sociometro vasco* de mars 2024 où seuls 19 % des personnes interrogées se sentent uniquement basques en 2024 contre 31 % en 1995) et que la majorité des personnes interrogées se situent au centre de l'échiquier politique (55 %). C'est donc bien le discours social et non plus nationaliste radical qui séduit chez BILDU.

L'érosion du PNV se confirma, même, lors des élections générales du 28 juillet 2023 puisqu'il y perdit 8 points (24,05 % contre 32 % en 2019) tandis que le PSOE devenait le premier parti (25,27 % contre 19,2 % en 2019) et BILDU progressait (23,95 contre 18,67 % en 2019).

Pour ce qui les concerne, les élections autonomiques du 21 avril 2024 avaient pour objet de désigner les 75 députés – 25 par province – siégeant au sein du parlement basque. Là encore, si le PNV demeure le premier parti avec 34,82 % des voix, il perd néanmoins 3 sièges pour ne conserver que 27 députés tandis qu'EH BILDU bondit de 6 sièges pour faire jeu égal avec 27 députés et 32,13 %. Fort de son positionnement à la gauche sociale – plus qu'indépendantiste - de l'échiquier politique, BILDU aspire les voix des partis nationaux d'extrême gauche qui soit disparaissent – la coalition *Podemos*-Alliance verte perd ses 6 sièges – soit sont anecdotiques – *Sumar*, avec 3,31 %, n'obtient qu'un siège. Le parti socialiste qui résiste en gagnant deux sièges pour un total de 12 députés avec 14,09 %, fera la différence en renouvelant probablement son alliance avec le PNV pour permettre à celui-ci de continuer à gouverner en Euskadi.

BILDU devra quand même se positionner plus clairement sur son rapport à ETA. Là encore, la campagne fut marquée par des ambiguïtés regrettables. Son candidat aux fonctions de *lehendakari Pello Otxandiano* refusa de qualifier de « terroristes » les membres de l'ETA, cette organisation étant, selon lui, un « groupe armé ». Pendant la précampagne électorale, il avait déjà considéré que les 50 ans de terrorisme d'ETA correspondaient à un « cycle politique » qui était terminé. Il s'excusa finalement pour ces paroles et regretta « d'avoir heurté la sensibilité des victimes d'ETA » et promit de travailler à la réconciliation s'il était investi dans les fonctions suprêmes. Là encore, ces questions sémantiques agitèrent la scène politique nationale et le parti populaire ne manqua pas de s'en emparer pour dénoncer le pacte de gouvernement conclu par le PSOE de Pedro Sánchez avec BILDU et le PNV pour gouverner l'Espagne.

Plus localement, BILDU patientera encore avant d'accéder au pouvoir mais la fulgurance de sa progression semble déjà annoncer une prochaine alternance.

Les élections autonomiques en Catalogne : la lassitude de l'électorat à l'égard de l'indépendantisme ?

Le tumulte indépendantiste catalan a indiscutablement contribué à la poussée du parti socialiste dans la *Generalitat*. Obtenant 13,9 % des voix et 17 députés aux élections autonomiques du 21 décembre 2017, le parti socialiste des catalans devenait le premier parti aux élections du 14 février 2021 avec 33 sièges et 23,03 % des voix. Las, les formations indépendantistes – *junts* de centre-droit, ERC (*Ezquerra republicana catalana*) de gauche et Candidature d'unité populaire (CUP) d'extrême gauche – finirent par se regrouper pour – dans la douleur - accorder l'investiture à Pere Aragonès (ERC) comme Président de la Catalogne.

L'indépendantisme est toutefois un but mais non un programme politique. Cette coalition se fissura rapidement et dès septembre 2022 elle fut remise en question par les militants de *Junts*.

Les élections municipales du 28 mai 2023 confirmèrent la montée en puissance des socialistes qui obtinrent 23,71 % des votes loin devant *Junts* (18,36 %) et ERC (17,29%). Tandis qu'ERC est sérieusement ébranlé (23,52 % en 2019), les partis conservateurs progressent de leur côté. Le Parti populaire passe de 4,63 % à 8,22 % tandis que *Vox* parvient à 5,01 % alors qu'il était inexistant en 2019 (1,03 %).

Le fléchissement des mouvements indépendantistes déjà manifeste aux élections municipales sera brutalement confirmé aux élections générales du 28 juillet 2023. Certes, la portée nationale de ces élections emportait avec elles d'autres enjeux que ceux portés par les partis indépendantistes. Pour autant, les résultats relativisaient considérablement le poids réel du mouvement indépendantiste en Catalogne. Les partis nationaux occupèrent ainsi les trois premières places et progressèrent de manière significative. Le PSOE culminait à 34,47 % (20,5 % en 2019), SUMAR obtenait 14,04 % et le parti populaire atteignait 13,37 % (7,42 % en 2019). Assez piteusement, ERC chutait à 13,15 % (22,57 % en 2019) et *Junts* résistait à 11,16 % (13,68 % en 2019). *Vox* n'était pas si loin avec 7,76 % (6,29 % en 2019).

Les dissensions entre partis indépendantistes débouchèrent, comme cela était prévisible, sur un blocage des institutions et l'impossibilité de voter le budget. Le Président prononça la dissolution du Parlement le 19 mars 2024 et convoqua des élections pour le 12 mai suivant.

Lors des élections autonomiques, le PSOE conduit par Salvador Illa l'emporte à nouveau et progresse pour atteindre 27,96 % en emportant 9 sièges supplémentaires pour un total de 42. Malgré (ou grâce à?) sa fuite en Belgique puis sa campagne depuis la France, Carles Puigdemont fait progresser *Junts* à 21,59 % qui gagne 3 sièges pour un total de 35. L'effondrement d'ERC se confirme aussi. N'obtenant que 13,66 % des voix, l'ancien principal parti indépendantiste perd 13 sièges pour n'en conserver que 20. Le choc est si rude que son leader annonce son retrait de la vie politique et qu'il ne siègera pas comme député après la désignation de son successeur. La droite nationale atteint presque les 20 % (parti populaire 11 % et *Vox* 7,95 %) et tire profit de la disparition de *Ciudadanos*. Enfin, à la suite des discours sur les dangers de l'immigration, l'indépendantisme d'extrême droite fait irruption dans le parlement catalan : *Aliança catalana* obtient un siège.

Surtout, les partis indépendantistes perdent la majorité obtenue en 2012 qui avait permis d'amorcer le « *procès* ». L'amnistie engagée par le Président Sánchez a finalement normalisé les indépendantistes et contribué à les dissoudre dans les grands enjeux nationaux. Les déçus d'ERC ont manifestement rejoint le PSOE et l'indépendantisme a vécu en Catalogne.

Reste maintenant à Salvador Illa à constituer une majorité pour gouverner.

Quant à Pedro Sánchez et à sa main tendue à l'égard des indépendantistes, il en sort indiscutablement renforcé. **P. C.**